

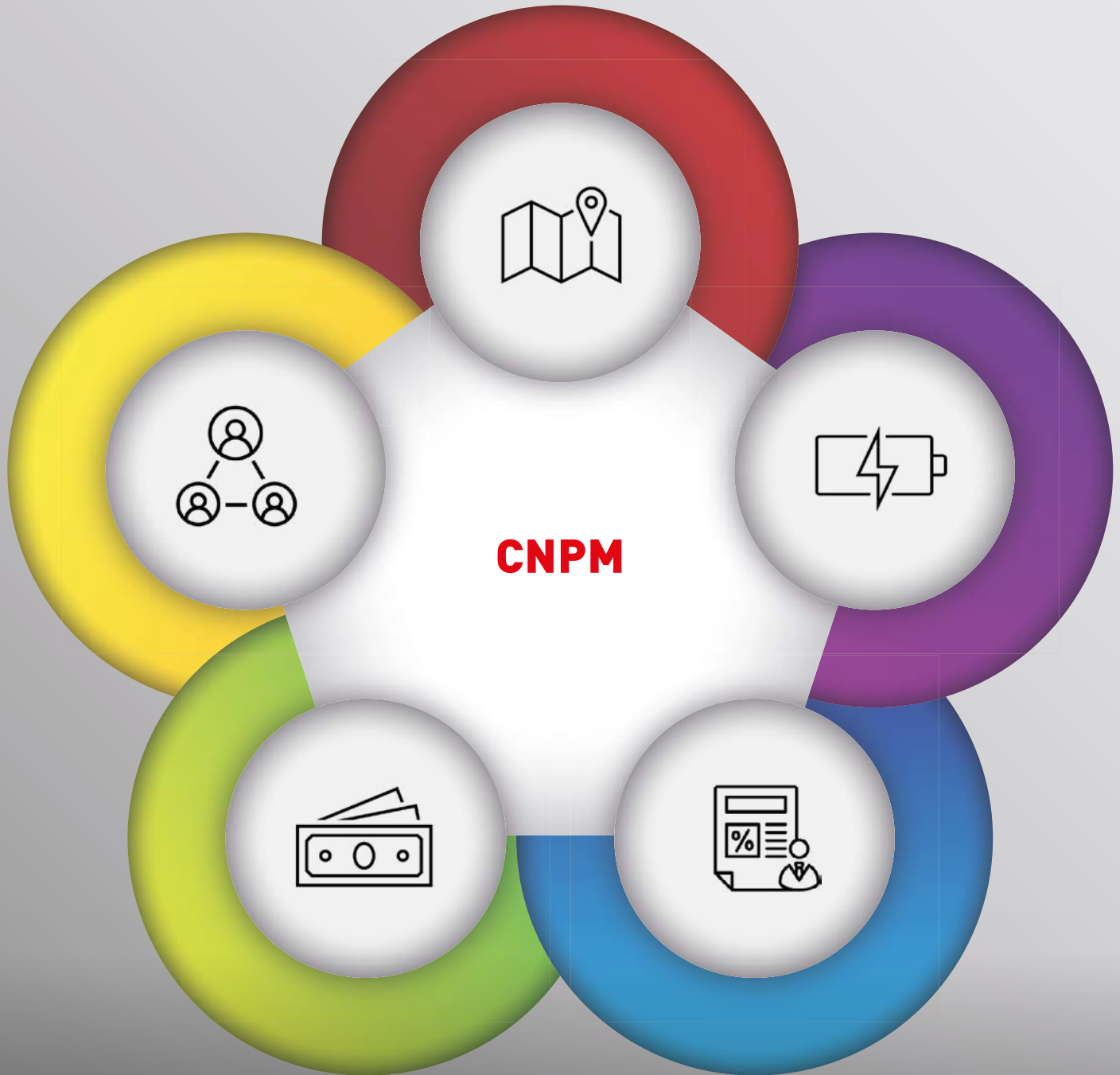


www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°450 du 23 au 29 novembre 2023



L'AMBITIEUX PLAN DE RELANCE

Alors que les effets de la crise économique se font sentir, le conseil national du patronat a élaboré un plan d'action visant à la relance de l'économie. Mirage ou réalité ?

GRATUIT

Ne peut être vendu

Fa'rin Jini

Saison 1

SUR
NOLLYWOOD TV
EPIC

BONNES FETES
AVEC LES MEILLEURES
CHAINES

REABONNEZ-VOUS
A LA MEME FORMULE
15 JOURS OFFERTS
A TOUT CANAL+

* Offre valable du 14 au 30 novembre 2023 pour tout réabonnement à la même formule. Bénéficiez de la formule TOUT CANAL+ pendant 15 jours. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé ou le service client au 36 555 (coût d'un appel local).

ÉDITO

Euphorie et réalité

Cela fait une semaine que la ville de Kidal a été reprise aux rebelles de la CMA par l'armée malienne. Si les jours suivants, ou presque, ont été rythmés à juste titre par les célébrations, l'euphorie est retombée. Certains pourraient dire qu'il est difficile de contenter le Malien. Loin de là. Les problèmes du quotidien sont simplement nombreux et il est difficile d'en faire fi. Le yoyo électrique auquel EDM nous habitue est une préoccupation majeure. Nous en sommes résolus à prier pour des délestages dans la journée afin d'avoir l'électricité la nuit. Triste dilemme. Est-ce la résilience des Maliens ? La peur de parler ? Ou celle d'être le (la) premier (ère) à mettre un grain de sable dans la dynamique joyeuse de l'après Kidal ? Au-delà de l'électricité, la grève des établissements privés, qui en est à sa troisième semaine, est une nouvelle épine dans les bottes de nombreux parents d'élèves. Depuis plusieurs années, le secteur de l'Éducation est gangrené par les débrayages sans que les solutions apportées ne permettent de régler les problèmes. Tout de même, nous devons avancer et, en dépit du grand bonheur de la reprise de Kidal, ces deux marqueurs font tâche d'huile sur un tableau qui se veut reluisant. Jusqu'à quand ces problèmes vont-ils perdurer ? Grande question. Les réponses sont balbutiantes. Beaucoup d'observateurs tablent sur un temps plus ou moins long, car certains affirment que l'État n'a pas ou plus d'argent. Un proverbe bambara enseigne que « rien ne peut régler un problème d'argent, sauf de l'argent ». Nous ne sommes pas ingrats, la reprise de Kidal est une fierté pour de nombreux Maliens. Nous sommes reconnaissants envers les FAMA pour les sacrifices, mais cette victoire de terrain aurait été plus belle sans ces écueils. Mais le Mali est grand et les Maliens résilients, dit-on.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

8 364

C'est le nombre de membres du personnel de la MINUSMA ayant déjà quitté le Mali, sur un effectif de 13 871, à la date du 17 novembre. La mission onusienne doit achever son retrait d'ici le 31 décembre 2023.

ILS ONT DIT...

• « Au Mali, on a amené l'insécurité au centre pour exploiter des mines d'or au nord. Une partie est donnée à des fonctionnaires véreux qui viennent distribuer de l'argent à des membres de l'oligarchie à Bamako. Je vois des hommes politiques qui s'agitent aujourd'hui. Il serait mieux pour eux de rester dans leur chambre au lieu de venir nous polluer l'air avec des meetings de soutien à la Transition ». **Choguel Kokalla Maïga, Premier ministre de transition**, le 20 novembre 2023.

• « Les actes du Hamas sont condamnables, mais la riposte d'Israël n'est pas excusable. Tant qu'il n'y aura pas deux États, comme l'ont réclamé les Nations Unies, il n'y aura pas de paix dans cette région ». **Azali Assoumani, chef de l'État des Comores, Président en exercice de l'Union africaine**, le 20 novembre 2023.

RENDEZ-VOUS

23 - 26 novembre 2023 :

FACEJ Sugu – Place du Cinquante-naire - Bamako

24 novembre 2023 :

Bamako Jazz Festival - Bamako

4 novembre 2023 :

Concert Songhoy Blues – Sleeping Camel – Bamako

25 novembre 2023 :

Mali – Maroc / Coupe du monde U17

UN JOUR, UNE DATE

22 novembre 1963 : Assassinat du Président américain John Fitzgerald Kennedy



Avec 50,64%, **Joseph Boakai** a été déclaré le 20 novembre vainqueur de la présidentielle au Libéria. Il devance George Weah, qui l'avait battu six ans plus tôt. À 78 ans, Boakai est actuellement le vétéran de la politique libérienne.



Le Pr **Clément Dembélé, Président de la Plateforme contre le chômage au Mali**, a été placé sous mandat de dépôt le 20 novembre par le tribunal chargé de la cybercriminalité pour « menaces de mort et offense au chef de l'État ».

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Les FAMA ont fait flotter le drapeau du Mali sur le fort de Kidal, une semaine après la prise de la ville. 22 novembre 2023.

L'AMBITIEUX PROJET DE RELANCE ÉCONOMIQUE DU CNPM

Le Conseil national du patronat du Mali (CNPM) a présenté le 11 novembre 2023 son Plan d'action 2022 - 2027. Articulé autour de 5 domaines stratégiques pour le développement, ce plan, qui se veut le résultat d'une démarche inclusive, entend être une contribution à une relance économique portée par un secteur privé dynamique et proactif.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Rappé de plein fouet par la crise multidimensionnelle qui touche le Mali depuis plusieurs années, le secteur privé veut aussi faire partie des solutions. Reconnu comme un acteur majeur du développement, il a souffert des différents effets des différentes crises. De la crise sécuritaire à celle liée à la pandémie de Covid-19, en passant par la crise institutionnelle, les entreprises ont subi des pertes, aggravées par un contexte international marqué aussi par la crise en Ukraine et une inflation généralisée. Largement dépendants des importations, les acteurs de l'économie malienne ont donc subi différentes contraintes. Bien que résiliente, l'économie malienne doit néanmoins attirer davantage d'investisseurs pour se relancer. Plaidant pour que le secteur privé fasse partie intégrante de la reprise économique à l'échelle africaine, le Président du CNPM a reconnu que la rareté des investissements, principalement orientés vers celui de la Sécurité, dans d'autres secteurs a affecté la commande publique et les entreprises qui travaillent pour l'État. Le retour de la sécurité et de la stabilité institutionnelle sera le gage d'investissements importants et à long terme. Un dialogue public-privé est à ce titre nécessaire, afin que « les parties prenantes, y compris l'État, le secteur privé et les partenaires, jouent leur rôle ».

Cinq piliers stratégiques
Dans ce dialogue constructif, l'État régalien doit être visionnaire, stratège, neutre et respectueux des lois et règlements, pour favoriser

les investissements autant publics que privés. S'inscrivant dans un cadre global de relance et d'attractivité et de développement socio-économique, le Plan du CNPM est parti d'observations objectives pour formuler des recommandations et élaborer un chronogramme d'actions. Ce plan, qui émane d'une co-construction selon le CNPM, vise le double objectif d'une « justice sociale et territoriale » et d'une « attractivité de l'environnement économique ». Identifiés comme stratégiques, les secteurs des Ressources humaines, de l'Énergie, des Transports, infrastructures et désenclavement, du Financement et de la Fiscalité ont fait l'objet d'une présentation du CNPM. Indispensable à l'industrialisation et constituant un facteur de croissance économique, l'Énergie reste au cœur des préoccupations. Avec une demande en croissance régulière d'environ 10% par an, le secteur est caractérisé par une insuffisance chronique et une incapacité à satisfaire les besoins de la population et des industriels. Illustrées par la crise énergétique actuelle, les difficultés d'accès à l'éner-

La stabilité politique étant un critère déterminant pour l'attractivité d'un pays, le CNPM compte sur cette étape cruciale et espère qu'à partir de 2024, grâce à un cadre institutionnel retrouvé, ses propositions pour la relance pourront être mises en œuvre.

gie compromettent « l'industrialisation, le développement économique et l'attractivité ». Pour des besoins estimés à 450 MW pour la décennie en cours, la capacité totale installée est de 780,74



Le nouveau plan d'action du CNPM est conçu pour contribuer à une relance économique du pays.

MW pour le secteur énergétique, dont les acteurs ont recommandé, entre autres, une restructuration et une libéralisation du marché. Tout comme dans le domaine énergétique, les efforts ne sont pas à la hauteur des enjeux en ce qui concerne le secteur des Transports et des infrastructures. Malgré des investissements d'urgence de plus de 400 milliards de francs CFA et une augmentation de plus de 400% du linéaire routier depuis l'indépendance, les difficultés n'ont pas permis l'émergence d'un système de transport performant, capable de réduire les distances entre les zones de production et les zones de consommation, dans

1,8 km pour 100 km², contre 3,1 km en moyenne dans la CEDEAO et 4,7 km en Afrique. Près d'un kilomètre sur cinq seulement est en bon état, soit environ 4 727 km, le quart du réseau aménagé (21 681 km). Avec 2 334 km navigables, le réseau fluvial reste un segment sous exploité. Outre la courte période de navigabilité (entre 5 et 6 mois par an), il transporterait environ 0,1 à 0,3% de part de marchandises et une moyenne de 10 à 12 000 passagers par an. Mais le secteur informel transporterait beaucoup plus, avec environ 100 000 tonnes de marchandises et 100 000 passagers par an, soit près de 10 fois plus que la COMANAF.

REPÈRES

Plan d'action :
2022 - 2027

Diagnostic CNPM :
Janvier - juillet 2023

Séminaire de partage :
11 Novembre 2023

dans quel contexte le secteur privé pouvait jouer pleinement sa partition dans le développement socio-économique. Quelques axes transversaux ont ainsi été choisis et des idées ont été développées pour inverser positivement la tendance. Notamment, dans le domaine de l'Énergie, qui se caractérise par la cherté, l'inaccessibilité et la mauvaise qualité, note Ibrahima Sacko, Vice-Président délégué au CNPM et 1er Vice-Président de l'OPECOM. Marquées par la récurrente problématique de l'inadéquation de la formation à l'emploi, la gouvernance des structures en charge de la formation, le faible financement, la relation bancaire secteur privé - public ou encore les modules de base de formation des jeunes, les Ressources hu-

maines ne sont pas adaptées aux besoins du secteur privé. Chaque année, environ 300 000 jeunes diplômés se présentent sur le marché de l'emploi et seuls 50 000 postes sont offerts au même moment. Un gap important à combler. Il y a donc lieu d'améliorer la qualité des Ressources humaines, suggère M. Sacko. Le quatrième axe stratégique identifié par l'équipe du CNPM est le Financement. Un véritable goulot d'étranglement et un cercle vicieux auquel sont contraintes plusieurs entreprises, sans lesquelles il n'y a pas de développement mais qui ne peuvent exister sans financements. Les difficultés d'accès et d'éligibilité aux sources de financement, en raison du « coût anormalement élevé » du crédit et de l'incapacité de respecter les conditions tarifaires, sont parmi les facteurs qui compromettent le développement des entreprises. Le défi est donc de faire accéder le plus grand nombre aux sources de financement dans des conditions acceptables. Le dernier axe étudié par le CNPM est la Fiscalité. Elle est jugée inéquitable par les acteurs, car ce n'est « qu'un

petit nombre d'entreprises formelles qui payent presque toutes les charges d'impôts ». Alors que le tissu économique est essentiellement formé d'entreprises informelles qui ne payent quasiment rien. Il s'agit donc de faire un plaidoyer afin qu'il y ait un équilibre dans la répartition des charges fiscales. La stabilité politique étant un critère déterminant pour l'attractivité d'un pays, le CNPM compte sur cette étape cruciale et espère qu'à partir de 2024, grâce à un cadre institutionnel retrouvé, ses propositions pour la relance pourront être mises en œuvre. L'objectif est d'agir sur les différents axes pour rendre l'économie malienne attractive pour les investisseurs nationaux et étrangers. Le document interne du CNPM, « élaboré dans une démarche empirique », a fait appel à l'expertise des anciens Boursiers d'excellence du Mali. Environ 400 cadres répartis à travers le monde qui ont collaboré à l'élaboration du document. Acteur majeur, mais aussi force de proposition, le secteur privé espère que les autorités, qui, à travers « les politiques, peuvent rendre les secteurs attractifs », agiront sur les leviers dont elles ont les commandes pour garantir la relance.

Après cette étape de présentation, des ateliers de partage auront lieu et certains axes majeurs, dont les conditions de mise en œuvre seront définies avec les autorités, seront déterminés. Les perspectives sont tout de même prometteuses, avec une estimation de la croissance qui devrait augmenter à 5,1% en 2023, tirée par la reprise de la production de coton, les activités extractives, le lancement de nouvelles industries et la restructuration d'industries en difficulté. L'inflation devrait se rétrécir à 2,6% en 2023, du fait de la bonne production céréalière et de l'interdiction temporaire de l'exportation, selon une note de la Banque africaine de développement (BAD). ■

3 QUESTIONS À



SIDI DANIOKO

Vice-Président délégué du CNPM

1 Quels sont les objectifs de l'ambitieux plan d'action du CNPM ?

Le CNPM est la structure faitière du secteur privé et a pour vocation la défense des intérêts matériels et moraux de ses membres. Sa deuxième mission est d'être une force de proposition pour les autorités, afin de leur permettre de prendre de bonnes décisions en matière économique. Le Bureau s'est fixé comme objectif de promouvoir la destination Mali et nous avons identifié 5 thèmes qui sont déterminants pour la compétitivité de nos entreprises.

2 Comment envisagez-vous sa mise en œuvre ?

Nous l'envisageons par le plaidoyer, que nous avons commencé d'ailleurs. Nous avons fait une restitution au gouvernement. Il faut faire savoir, expliquer, proposer, obtenir de l'adhésion. Notre deuxième souci est d'être aux côtés de ceux qui prennent les décisions, afin qu'ils puissent compter sur nous pour les aider à les structurer, à les adosser à des notes, à ce qu'elles soient les plus utiles pour le pays.

3 Quelle contribution va-t-elle apporter à la relance du secteur privé ?

Si nous arrivons à obtenir les décisions qui découlent de nos propositions, qui viennent de spécialistes, d'hommes et femmes de terrain qui savent ce qu'il faut faire pour changer la donne, nous sommes convaincus que l'impact sera là. Notre pays a besoin de relance économique. Nous pensons qu'après la sécurité et la stabilité institutionnelle, il faut faire de l'économie le troisième pilier pour aller de l'avant.

CNPM : DE LA CRISE À LA RELANCE

Après une longue crise qui avait abouti à un bicéphalisme à la tête du Conseil National du Patronat Malien (CNPM), un bureau provisoire mis en place par les membres de la faïtière a organisé une nouvelle élection. Depuis le 2 octobre 2022, ce nouveau bureau, dirigé par Mossadeck Bally, s'est assigné comme tâche de redonner un nouveau souffle au secteur privé et de prendre une part active dans la relance économique du pays. Après 2 ans de crise, la faïtière, qui n'avait connu que le consensus depuis sa création en 1980, avait besoin d'un nouveau souffle.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Mamadou Sinsi Coulibaly (à gauche) et Amadou Diadié Sankaré, les deux protagonistes de la crise au CNPM.

Relancer le secteur privé et par là même l'économie malienne, c'est la mission à laquelle s'est attelée le nouveau bureau du CNPM pour les cinq années à

venir. Le temps de se projeter pour relever le secteur privé, l'économie et le pays et défendre les intérêts des acteurs du privé de façon professionnelle.

Faire avancer la cause commune Pour ce travail d'équipe, le nouveau bureau s'est donné comme mission d'attirer les investissements vers le Mali. Malgré les divergences, il a insisté sur le fait qu'il n'y a qu'un seul Mali et son économie à développer. Le moment de la confrontation étant passé, il est nécessaire de se mettre ensemble pour relever les défis communs, avait indiqué le nouveau Président. Des défis énormes qui sont sécuritaires, institutionnels et économiques. Pas donc de « temps pour gaspiller les énergies qui doivent se fédérer ».

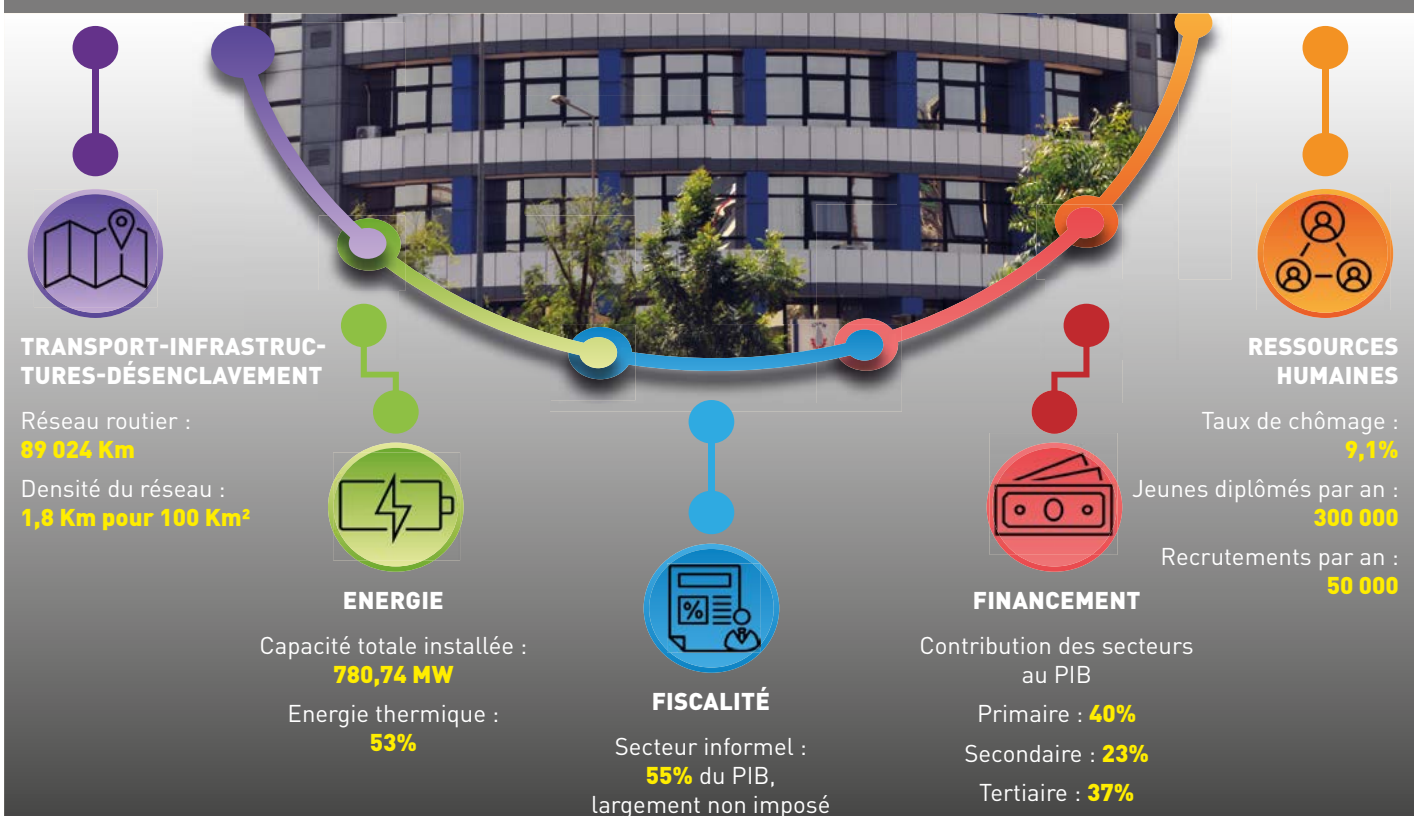
Le CNPM, qui est un interlocuteur majeur des pouvoirs publics, a été impacté. Il ne pouvait plus jouer ce rôle et le Mali n'était pas représenté à l'étranger. Puisqu'il est difficile

d'attirer des investissements sans énergie, la restructuration de l'énergie était déjà au cœur de son programme. L'autre défi est celui d'une économie largement moins financée, avec des besoins couverts à moins de 20%.

Pour garantir ces investissements, il est donc demandé à l'État d'assurer ses rôles régaliens. L'essentiel étant d'avoir la volonté d'y arriver. Il s'agit pour la faïtière du secteur privé de poser les jalons d'un dialogue fructueux entre le secteur privé et les pouvoirs publics, afin que chaque fois que cela est nécessaire d'apporter des propositions pour assainir l'environnement des affaires. Il faut surtout créer des emplois, aussi bien pour les entreprises maliennes qu'étrangères, la responsabilité de l'État étant de créer le cadre et les conditions pour ce faire. Le tout encadré par une gouvernance vertueuse, aussi bien dans le privé que dans le public. ■

Donnez votre avis
sur www.journalmali.com
Journal du Mali

QUELQUES CHIFFRES CLÉS DES 5 AXES STRATÉGIQUES



**L'EAU C'EST LA VIE
LA VIE C'EST**

DIAGO

EAU MINÉRALE NATURELLE

10L, 1.5L, 1L, 0.5L

SPONSOR OFFICIEL DE VOTRE SANTÉ

SEMM
est une entreprise dont le
Système de Management
de la Qualité
est certifié
ISO 9001 V 2015
03/06/2019
N°10668952

APRÈS KIDAL, L'ARMÉE FACE À DE NOUVEAUX DÉFIS

L'armée malienne s'est emparée de Kidal le 14 novembre 2023, après plus d'une décennie d'absence dans la région. Si cette reprise de la ville marque une étape importante dans la sécurisation du territoire et dans la lutte contre le terrorisme, les FAMA doivent encore mener d'autres combats sur le plan sécuritaire.

MOHAMED KENOUI

« Notre mission n'est pas achevée », prévenait le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, suite à l'entrée des FAMA dans la ville de Kidal, le 14 novembre dernier. Selon certains analystes, le plus dur pour l'armée commence : s'y maintenir dans la durée, sécuriser la ville et assurer le retour de l'administration et des services techniques de l'État. Pour le géopolitologue et expert des groupes extrémistes au Sahel Dr. Alhadi Alpha Koïna, cela ne pourra être possible qu'en laissant la porte ouverte au dialogue avec tous les groupes rebelles. « Il est important aujourd'hui que les autorités maliennes continuent d'appeler au dialogue, étant en position de force », préconise-t-il. L'armée doit également se préparer à une éventuelle contre-offensive de la part des groupes armés du CSP-PSD, qui, selon certaines sources, seraient aux alentours de la ville. « La hiérarchie militaire devra s'attendre à des at-



Après la reconquête de Kidal, les FAMA doivent faire face à d'autres défis.

Contrer l'EIGS et le JNIM

Alors que tous les regards sont tournés vers l'Adrar des Ifoghas, avec d'importants moyens mobilisés, les FAMA doivent aussi continuer à combattre les groupes terroristes, notamment l'EIGS et le JNIM, dans la Zone des trois frontières, dans les autres régions du nord et au centre du pays, où ces groupes pourraient essayer de mener de nouvelles attaques en réponse au

mais appuyée par des forces de l'Alliance des États du Sahel, qui mènent simultanément des frappes intenses et ciblées sur les positions de l'EIGS dans la zone. Mais, selon Dr. Aly Tounkara, expert des questions de paix et de sécurité au Sahel, il convient de s'interroger aussi sur la mutation potentielle du lien fonctionnel entre certains mouvements signataires et les groupes armés terroristes, qui a toujours existé avant et durant la signature et la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, dans un contexte désormais sous le contrôle du Mali, à travers son armée. « Évoluera-t-on vers un retour des Maliens membres des groupes terroristes dans un nouveau processus de dialogue avec l'État malien ? » s'interroge-t-il. Un éventuel dialogue entre les groupes terroristes et l'État malien pourrait aussi être synonyme d'accalmie.

Nouvel élan ? Galvanisée par la reprise de Kidal, l'armée malienne est plus que jamais tournée vers l'intensification de la lutte contre le terrorisme sur toute l'étendue du territoire. À en croire l'analyste sécuritaire ayant requis l'anonymat, « la reconquête de Kidal, avec toute la symbolique qu'il

EN BREF

PRÉSIDENTIELLE : EMK APPELLE À LA CANDIDATURE D'ASSIMI GOÏTA



Dans une récente déclaration suite à la reprise de Kidal par les FAMA, le mouvement Espoir Mali Kura appelle au soutien à la candidature du Président de la Transition lors de la prochaine élection présidentielle. « EMK invite le Comité stratégique, toutes les entités du M5-RFP et l'ensemble du peuple malien à faire le choix du Colonel Assimi Goïta pour conduire les destinées d'un Mali souverain », indique le communiqué. « Assimi Goïta a donné les preuves d'un patriote engagé, qui n'a d'autre souci que le bien de son pays. Il a donné les preuves d'un leader incontesté. Il est l'homme qui peut rassembler les Maliens autour de lui pour conduire les destinées de ce pays, jusqu'à preuve du contraire », explique Tiémoko Mahamane Maïga, Coordinateur du mouvement. Alors que l'intention de se présenter aux échéances électorales de fin de transition lui a souvent été prêtée et que certains mouvements militent pour sa candidature, le Colonel Assimi Goïta ne s'est jamais encore prononcé sur le sujet. ■ **M.K**

y a derrière, va forcément galvaniser nos Forces de Défense et de Sécurité dans leur mission de sécurisation du territoire ».

« Avec les nouveaux moyens matériels acquis, la volonté politique des autorités de la Transition et l'engagement des militaires au front, je pense que la lutte contre le terrorisme sera plus efficace et aboutira à des résultats probants dans les semaines et les mois à venir », prédit-il. ■



ABDOULAYE TAMBOURA

« Cette nomination peut réconcilier les cœurs et les esprits »

El Hadj Ag Gamou, général de l'armée et principal figure du Groupe d'autodéfense Touareg Imghads et alliés (GATIA) a été nommé le 22 novembre 2023 Gouverneur de la région de Kidal. Abdoulaye Tamboura, géopolitologue, nous livre son regard.

PROPOS RECUEILLIS PAR MOHAMED KENOUI

Comment réagissez-vous à cette nomination ?

J'ai un sentiment partagé. Est-ce qu'on l'a nommé parce qu'il est Touareg ou parce qu'il est militaire et que depuis un moment c'est la dynamique à la tête de nos régions ou alors parce qu'il connaît bien la région ? Je m'interroge. Si sa nomination peut permettre de rassurer les Kidalaises et les Kidalais, c'est une bonne chose. Par ailleurs, je sais que c'est quelqu'un qui aime le Mali, même s'il avait été rebelle dans les années 90. Aujourd'hui il

est en parfaite symbiose avec la République. Je pense qu'il a la capacité d'administrer cette région.

Elle intervient quelques jours après la reprise de Kidal par les FAMA. Comment l'analysez-vous ?

Je pense que c'est un symbole. En même temps, c'est une stratégie pour accélérer le retour des services sociaux de base, avec pour objectif d'apaiser les cœurs et les esprits. Étant originaire de cette région, le gouvernement a peut-être compris que le Général Gamou pouvait faire l'affaire. Ce n'est pas la première fois qu'une telle stratégie est utilisée.

Qu'est-ce que cela peut changer ?

Cette nomination peut réconcilier les cœurs et les esprits. Mais si elle intervient pour mettre de côté la chefferie traditionnelle, dirigée par les Ag Intallah, je pense que nous faisons fausse route. L'heure ne doit pas être à la vengeance. La justice est là pour tous ceux qui sont fautifs, qui sont impliqués dans des crimes ou qui ont commis des actes graves. Le rôle du Gouverneur est de faire en sorte que l'État soit de retour sur cette partie du territoire malien.

La région de Kidal est marquée par des rivalités entre Imghads et Ifoghas. La nomination du Général Gamou va-t-elle raviver les tensions ?

C'est le piège qu'il faudra éviter. Qu'une communauté qui était considérée comme en position de faiblesse ne fasse par un renversement des rôles. Ce n'est pas le travail du nouveau Gouverneur. Il n'est pas là-bas en tant qu'Imghad mais comme Chef de l'Exécutif régional. Il faut qu'il évite toutes les rivalités ethnocentriques. En faisant cela, je pense qu'il peut réussir sa mission. Il y a des services appropriés pour résoudre les rivalités. Le rôle du Gouverneur est de coordonner et de prendre des décisions. ■

Alors que tous les regards sont tournés vers l'Adrar des Ifoghas, les FAMA doivent aussi continuer à combattre les groupes terroristes, notamment l'EIGS et le JNIM.

taques sur différentes positions de l'armée, parce que si les groupes armés rebelles qui se concentraient sur Kidal ont quitté la ville, il est fort probable qu'ils vont essayer de déstabiliser l'armée en essayant de s'attaquer à ses positions », pense M. Koïna. Mais, « de façon globale, je pense que les FAMA sont préparées à ces éventuelles attaques et ont défini des stratégies pour les contenir », assure pour sa part Soumaïla Lah, Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité.

triomphe de l'armée à Kidal. « Même en étant focalisée sur Kidal, l'armée ne lâche du lest dans aucune partie du territoire. Je pense que la traque des terroristes continue et, même s'il sera difficile de contenir toutes les éventuelles prochaines attaques, les FAMA sont aujourd'hui en mesure de faire face aux groupes terroristes où que ce soit », glisse un analyste sécuritaire sous anonymat. Par ailleurs, en ratissage depuis quelques semaines dans la région de Ménaka, l'armée malienne est désor-

FARTAMA

Parce que l'avenir sourit toujours à ceux qui voient plus loin

Avec FARTAMA, mettez de l'argent de côté sur une durée définie, et bénéficiez d'un rendement optimal avec divers autres avantages.

www.sonavie.com

Tél. : +223 20 29 54 00 | Fax : +223 20 29 55 01 | E-mail : sonavie@sonavie.com
Imm. SONAVIE | BPE 2217, ACI 2000 | Bamako - Mali

À BAMAKO, LES DIFFUSEURS AFRICAINS À LA RECHERCHE D'UN MODÈLE VIABLE

La 4ème Assemblée du Réseau africain des télédiffuseurs (RAT) en Afrique de l'Ouest s'est tenue à Bamako du 21 au 23 novembre 2023. Finaliser la migration vers la Télévision numérique terrestre (TNT) et relever les défis pour pérenniser les sociétés de télédiffusion sont quelques-uns des enjeux de cette rencontre des acteurs de la sous-région.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Depuis l'accord signé en 2006 à Genève sous l'égide de l'Union internationale des Télécommunications (UIT), ayant permis la migration de l'analogique vers le numérique, certains pays avaient pu y arriver dès 2012. Ce délai prorogé à 2015 n'a pu être tenu que par 6 pays africains. Pour accompagner ce mouvement, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a adopté le Règlement N°02/2014/CM/UEMOA du 27 mars 2014, relatif aux normes de compression et de diffusion pour la télévision numérique terrestre et la Directive N°01/2015/CM/UEMOA du 30 mars 2015 portant harmonisation du cadre réglementaire de la Télévision numérique terrestre dans l'espace UEMOA. Avec des évolutions différentes, le processus est confronté à des défis importants, dont la viabilité des sociétés désormais chargées d'assurer la diffusion, les activités de télédiffusion ayant été séparées de la production. Pour les acteurs, il s'agit de partager les problématiques, mais aussi d'examiner le projet d'avoir un bouquet sous-régional UEMOA et

Afrique :
15 pays sur
54 ont achevé
leur migration

Afrique de l'Ouest :
3 pays ont migré
vers la TNT



Bamako a accueilli du 21 au 23 novembre 2023 la 4ème Assemblée des professionnels de la télédiffusion.

« d'amener également les éditeurs à avoir du contenu pour les populations africaines ».

À la croisée des chemins

Au Mali, le processus est en cours, selon Dr Cheick Oumar Traoré, Directeur général de la Société malienne de diffusion et de transmission (SMTD). « Les infrastructures sont là,

le processus est avancé », assure-t-il. Au Mali, un projet de décret portant approbation du marché relatif à la réalisation du projet de Télévision numérique terrestre a été adopté le 20 juin 2018, pour un mon-

tant de 40 milliards de francs CFA et un délai d'exécution de 14 mois. Trois pays ont bouclé le processus de migration de la TNT en Afrique de l'Ouest. Avec la séparation entre

les activités, alors qu'avant chaque société avait une fréquence sur laquelle elle diffusait, aujourd'hui, avec une seule fréquence, il est possible de diffuser environ 20 chaînes. Ce qui va libérer des fréquences pour d'autres structures et permettre de couvrir l'ensemble du territoire pour les éditeurs, explique les acteurs. Mais le défi majeur reste la viabilité des structures. Ces sociétés, qui évoluent dans un « nouvel environnement » ont de la peine et cherchent un modèle économique viable.

Ne disposant pas de l'exclusivité, les diffuseurs doivent faire face à la concurrence. Les sociétés africaines sont donc appelées à faire un diagnostic clair de leurs problèmes afin d'aboutir à la viabilité de leurs services, grâce à un financement et à une réglementation efficaces. ■

EN BREF

COTON : PROFESSIONNALISER LE SECTEUR EN AFRIQUE

Les producteurs de coton de 15 pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont en conclave du 20 au 23 novembre 2023 pour évoquer la professionnalisation de leur filière. Organisé par l'Association des Producteurs de Coton Africain (AProCA), il envisage de nouvelles stratégies pour améliorer les performances de la filière. La rencontre abordera notamment les questions relatives à la fixation du prix du coton sur le marché international et à celle du financement de la formation des producteurs. « Les associations de producteurs de coton ont pris conscience que les problèmes de la filière cotonnière en Afrique ne pourront être résolus que si l'ensemble des acteurs de la filière cotonnière deviennent de vrais professionnels, chacun à son niveau », a déclaré le Président de l'AProCA. Pour cette campagne, le Mali a annoncé une production de 780 000 tonnes de coton, ce qui lui permettra de regagner la 1ère place perdue lors de la campagne précédente, où le pays avait occupé la 3ème place après le Bénin et le Burkina Faso. Le prix au producteur a été fixé à 295 francs CFA, soit 10 francs de plus que lors de la campagne précédente. ■

Banques maliennes Un Total bilan en hausse

Au Mali, en 2022, les établissements financiers ont affiché des résultats plutôt satisfaisants. Selon le site Croissance Afrique, il en ressort un cumul de 2,3 millions de comptes bancaires et 3 980 agents. Le Mali compte 14 banques et 3 établissements financiers à caractère bancaire. Ces institutions ont totalisé un bilan de 7 346,9 milliards de francs CFA contre 6 421,4

milliards en 2021. Ce chiffre représente 11,4% de parts de marché dans l'UEMOA. Le résultat net consolidé s'est accru de 51 milliards de francs CFA, soit +96,22%, pour se situer à 104 milliards fin décembre 2022. Le ratio de solvabilité s'est quant à lui fixé à 14,4%, supérieur au seuil minimal exigé de 11,25%, pour 2022. Il était à 11,5% au terme de la période transitoire du dispositif prudentiel.

En termes de Total bilan, la Banque malienne de solidarité (BMS) est en tête, avec 1 511 milliards de francs CFA, suivie de la Banque malienne de développement (BDM) avec 1 314 milliards. Elle devance la Banque Nationale de Développement agricole (BNDA) avec 777 milliards. Ecobank totalise 681 milliards de francs CFA et dépasse la BOA avec 577 milliards, qui recule d'une place. On retrouve à la 6ème place

la Banque internationale pour le Mali (BIM) avec 444 milliards, suivie de Coris Bank international, 377 milliards, et de la Banque Atlantique, 331 milliards. La Banque pour le Commerce et l'Industrie (BCI), avec 303 milliards de francs CFA occupe la 9ème place et la Banque Sahélo-saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) avec 239 milliards, est 10ème. ■

F.M

Lala Technologies Sarl Des services IT pour les entreprises

Créée en 2016 et officiellement lancée en 2019, Lalatech est une entreprise de droit malien intégratrice de solutions technologiques. Elle revendique une expertise et un panel de compétences élevés dans les métiers des nouvelles technologies de l'information afin de créer de la valeur pour les clients en offrant des services IT.

Abba Houeirata Traoré, 29 ans, titulaire de deux Masters en informatique à l'ULCO de Paris délocalisée au Maroc à Sup Technologies, est le promoteur de la startup. Selon lui, entreprendre a toujours été son ambition dès son jeune âge et, pour ne pas entrer dans le circuit des demandeurs d'emplois, M. Traoré, étudiant à l'époque, a décidé de lancer sa propre entreprise. Lalatech accompagne les structures privées et les organismes publics de toutes tailles et de tous secteurs d'activité pendant toute la durée de vie de leur système d'information, en les aidant à atteindre leurs objectifs d'affaires avec des IT adaptées, fiables, extensibles et sécurisées. Pour

son promoteur, la startup est un point de contact unique pour gérer l'ensemble des projets avec une expérience forte qui s'appuie sur un réseau de partenaires leaders du marché, dont entre autres Odoo ERP, HP, Fortinet, Cisco, Lenovo, etc... L'entreprise propose une approche originale du marché en intégrant dans son ADN la transversalité des expertises et des technologies nécessaires à l'élaboration de solution novatrices, performantes et adaptées aux besoins du client. Lalatech propose une large gamme de services informatiques, notamment la mise en place d'infrastructures et l'intégration de solutions, la gestion des réseaux, l'installation de



Lala Technologies Sarl accompagne les structures technologiques en leur proposant des services IT.

systèmes de communication internes et de téléphonie IP, les supports informatiques, la maintenance et la télémaintenance des réseaux informatiques, les bureaux virtuels et les solutions de cybersécurité. M. Traoré explique également que son entreprise intervient dans le domaine agricole en fournissant aux agriculteurs des

systèmes d'irrigation connectés et totalement autonomes afin de faciliter la gestion des besoins en eau des champs. Avec 40 millions de francs CFA de chiffre d'affaires en 2022, il ambitionne de continuer à faire grandir sa société pour employer plus de 100 jeunes à l'avenir. ■

YAYA BERTHÉ

LES ADMIS AU DEF TOUJOURS PRIVÉS DE COURS

Ayant attendu près d'un mois après la rentrée scolaire 2023-2024 pour être orientés vers leurs lycées, les nouveaux élèves de 10ème Commune générale et de 1ère année technique et professionnelle sont confrontés à un nouveau problème : la grève prolongée des promoteurs des établissements privés.

YAYA BERTHÉ



Des élèves du secondaire général, technique et professionnel sont impactés par la grève des établissements privés.

Le timing n'aurait pas pu être pire. Après une longue attente, les admis au DEF 2023 ont été orientés début novembre. Alors que la rentrée scolaire est effective depuis le 2 octobre, les élèves orientés vers des écoles privées doivent encore patienter avant d'entrer dans leurs salles de classe. Depuis le 6 novembre, le secteur de l'enseignement privé est paralysé par un arrêt de travail décrété par les promoteurs d'établissements de l'enseignement secondaire général, technique et professionnel. Cette grève, qui en est à sa troisième semaine, donne lieu à un bras de fer entre les promoteurs et le gouvernement par communiqués successifs. Alassane Keita, Directeur général des complexes scolaires Collège Union et Cheick Modibo Diarra, affirme que la seule solution pour sauver

l'année scolaire sera de faire des cours de remédiation après la fin de la grève. Pour minimiser les conséquences sur les apprenants, certains établissements envisagent aussi de supprimer les congés de fin du 1er trimestre de cette année. Telle est l'option envisagée par Kaba Diop, Directeur général du Complexe scolaire et universitaire Touba-

Pour minimiser les conséquences sur les apprenants, certains établissements envisagent de supprimer les congés de fin du 1er trimestre de cette année.

coro Alhassane Doucouré, qui explique que dès qu'un accord sera établi entre l'État et les promoteurs d'écoles privées, ses élèves n'auront pas droit aux congés, car ils devront rattraper les heures perdues. Alors que l'expectative règne,

l'Association des promotrices d'écoles privées s'est désolidarisée du mouvement de grève dans un communiqué publié le 18 novembre. Mais certaines membres de cette association disent ne pas se reconnaître dans la décision et les signataires évitent soigneusement les médias depuis que la polémique enfle. Et les élèves peinent à s'y retrouver.

Pour rappel, les promoteurs d'écoles privées réclament le paiement intégral et sans conditions, sur toute l'étendue du territoire, des frais scolaires et demi-bourses de l'année 2022-2023. Dans un communiqué, le 14 novembre, le ministère de l'Éducation nationale assurait que sur un reliquat de plus de 3 milliards de francs CFA à payer dans le District de Bamako, le ministère de l'Économie et des finances s'était engagé à régler immédiatement 2 milliards

dès l'établissement des mandats par les services compétents. Une bataille de chiffres, puisque l'Association des établissements privés affirme que le reliquat pour Bamako est plutôt de près de 19 milliards de francs CFA. ■

EN BREF

UN FORUM NATIONAL POUR LES JEUNES FEMMES ET FILLES LEADERS

Sikasso abrite du 23 au 25 novembre 2023 la 6ème édition du Forum national des jeunes femmes et filles leaders du Mali. Organisé par le Réseau national de la jeunesse du Mali (RENAJEM) et ses partenaires, il vise à placer les femmes et les jeunes filles non comme de simple bénéficiaires, mais comme des actrices majeures de leur propre destin et du développement. Sur le thème « Leadership, communication, plaidoyer et gouvernance de la jeune femme et fille du Mali dans le contexte de la refondation », l'activité entre dans la mise en œuvre de la Politique nationale Genre (PNG), de la Loi N°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le Genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives et de la Politique nationale de la Jeunesse pour la promotion de l'autonomisation, de la protection de la jeune fille et de la lutte contre les VBG. Plus de 300 personnes de toutes les régions du Mali et du District de Bamako sont attendues, avec des panels ministériels et parlementaires de haut niveau sur la Santé de la reproduction, la Planification familiale et l'autonomisation et le parcours de femmes inspirantes. Une exposition de produits d'entreprises tenues par des femmes, des dépistages des cancers du col de l'utérus et du sein, une journée de sport citoyen de masse et une soirée culturelle sont prévus. Le Forum vise à sensibiliser et à mobiliser les jeunes femmes et filles du Mali autour des enjeux de développement au niveau communautaire et national dans un contexte de refondation. ■ Y.B

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

VERS UN DUEL TSHISEKEDI – KATUMBI EN RDC ?

À un mois des élections générales du 20 décembre en République Démocratique du Congo, la campagne électorale s'est officiellement ouverte le 19 novembre. Plusieurs candidats sont en lice, dont une vingtaine pour la présidentielle.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Félix Tshisekedi (à gauche) et Moïse Katumbi pourraient se disputer le fauteuil présidentiel en RDC.

Le Président sortant, Félix Tshisekedi, 60 ans, brigue un nouveau mandat, alors même que, selon la presse locale, des Congolais lui reprochent sa gestion de la crise sécuritaire, sur fond de tensions avec le Rwanda. Selon un sondage du Groupe d'études sur le Congo, sa cote de popularité a chuté depuis le début de son mandat en 2019, passant de 63% d'opinions favorables à 35,66% en janvier 2023. Toutefois, des observateurs le donnent favori, car l'opposition

peine encore à s'entendre", même si Moïse Katumbi, qui semble être son adversaire le plus sérieux a bénéficié de ralliements, de la part d'Augustin Matata Ponyo notamment. Celui-ci s'est désisté le 19 novembre et apporte son soutien à Katumbi. En plus de l'ex Premier ministre, Franck Diongo Shamba et Seth Kikuni Masudi se sont ralliés à l'ex Gouverneur. Ces candidats justifient leur ralliement par des consultations tenues à Pretoria, en Afrique du Sud, entre les représentants de cinq candidats. Denis

Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018, et Martin Fayulu, qui a longtemps affirmé être le vainqueur de la présidentielle de 2019, ont rejeté toute idée de ralliement. « Conformément au souhait de millions de Congolais, le Dr Mukwege est toujours candidat à la présidentielle et reste ouvert au dialogue pour la désignation d'un candidat commun de l'opposition », a réagi Vital Barholere, Directeur de cabinet de celui qui est surnommé « l'homme qui répare les femmes ». Selon certains analystes, un consensus n'est pas encore à exclure. Un autre candidat fait partie des poids lourds à suivre : Adolphe Muzito, 66 ans, un autre ancien Premier ministre (2008-2012) de Joseph Kabila, également ancien ministre du Budget et ex-Inspecteur des Finances, leader du parti « Nouvel Élan » et ancien allié de Martin Fayulu dans la coalition Lamuka.

Quid de la sécurité ? L'un des grands enjeux du scrutin est la question sécuritaire. Le chef de l'État congolais a évoqué le 17 novembre l'éventualité d'une exclusion des territoires de Masisi et Rutshuru des élections générales pour des raisons de sécurité. Même si Félix Tshisekedi a insisté sur le fait que cette décision revenait à la Commission électorale, celle-ci n'a pas pu enregistrer les populations de ces localités de l'est de la RDC. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ITALIE : MAXI PROCÈS CONTRE LA MAFIA

Sur les 338 accusés qui comparaissaient en première instance devant le tribunal de Lamezia Terme (sud) le 20 novembre, 207 ont été reconnus coupables et condamnés, tandis que 131 ont été acquittés. Le Parquet avait requis un total de près de 5 000 années de prison à l'encontre des mafieux et de leurs complices en col blanc, fonctionnaires, élus locaux et même policiers de haut rang. Les condamnations, lues par la juge Brigida Cavasino, vont de quelques mois de prison à 30 ans, peine prononcée pour quatre personnes, soit un total d'environ 2 150 ans de réclusion pour l'ensemble des condamnés. L'un des accusés les plus en vue, l'ex-Sénateur Giancarlo Pittelli, 70 ans, a été condamné à 11 ans de prison alors que le parquet avait demandé 17 ans. Basée en Calabre, une région très pauvre située dans la pointe de la Botte italienne, la N'drangheta est la plus riche et la plus puissante des mafias italiennes. Ce maxi procès, organisé dans un bunker sous haute surveillance, est le plus important depuis plus de 30 ans. ■

B.S.H

Gaza Bras de fer entre l'Afrique du Sud et Israël

Les députés sud-africains ont adopté le 21 novembre une motion visant à fermer l'ambassade d'Israël dans la capitale, Pretoria, et à suspendre les relations diplomatiques avec Tel Aviv. L'Afrique du Sud a également présidé une réunion extraordinaire virtuelle des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) « sur la situation à Gaza et au Proche-Orient ». Elle a regroupé les cinq membres fondateurs et les dirigeants des pays invités lors du récent sommet du groupe à Johannesburg à les rejoindre dès janvier prochain, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran et les Émirats Arabes Unis. Le Président sud-africain, qui a demandé une enquête de la Cour pénale internationale (CPI) sur la guerre entre Israël et le Hamas, a accusé Israël de génocide et de

crimes de guerre. Son gouvernement avait annoncé début novembre rappeler ses diplomates en poste en Israël pour « signaler son inquiétude face aux atrocités » commises selon lui par Israël. Israël a annoncé lundi le rappel de son ambassadeur en Afrique du Sud, Eli Belotserkovsky. Plus tôt dans la journée, un ministre sud-africain avait appelé la Cour pénale internationale (CPI) à délivrer un mandat d'arrêt à l'encontre du Premier ministre Benjamin Netanyahu d'ici mi-décembre. Pretoria est depuis longtemps un fervent défenseur de la cause palestinienne, l'ANC, le parti au pouvoir depuis l'avènement de la démocratie dans le pays, dressant souvent des parallèles avec sa propre lutte historique contre l'apartheid. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

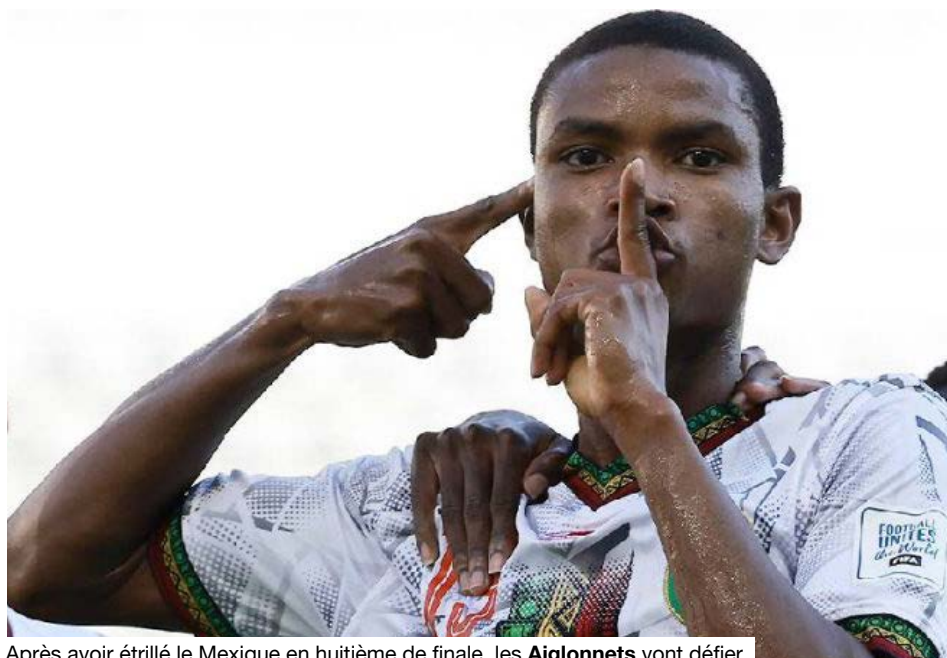
ANSONGO : UN PROJET D'ASSISTANCE MULTISECTORIELLE LANCÉ

Ce lundi 20 novembre 2023, le Projet d'assistance multisectorielle d'urgence aux personnes déplacées internes et communautés hôtes des communes d'Ansongo, Bara et Bourra a été lancé à Ansongo. Selon ses responsables, il va contribuer à la promotion de l'hygiène, à la nutrition et à la protection des plus démunis. Ledit projet est financé par l'ONG Help Hilfe, sur fonds allemands, et va durer une année. Désormais active dans le monde entier, Help Hilfe est une organisation humanitaire et d'aide au développement allemande à but non lucratif. Présente au Mali depuis 2013, elle intervient dans les domaines du relèvement économique, de la santé, de la sécurité alimentaire et dans le WASH, avec des actions qui mettent l'accent sur l'aide d'urgence, l'aide aux réfugiés, la reconstitution et la réhabilitation. Help Hilfe agit également dans les domaines de la santé, de la nutrition et du plaidoyer. ■ Y.B

COUPE DU MONDE U17 : LE MALI DÉFIE LE MAROC CE SAMEDI

Alors qu'il nourrit de grandes ambitions pour cette Coupe du monde U17, le Mali affronte ce 25 novembre le Maroc en quarts de finale. Une sélection marocaine qui l'avait éliminé en mai dernier de la CAN U17.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Après avoir éliminé le Mexique en huitième de finale, les **Aiglonnets** vont défier le Maroc en quarts

C'est une équipe très enthousiasmante qui vient d'enchaîner deux manitas, face au Canada (5-1) et en huitièmes contre le Mexique (5-0), qui va défier ce samedi le Maroc en quarts de finale de la Coupe du monde U17. Un parfum de revanche flotte pour les joueurs de Soumaïla Coulibaly, ex-capitaine des

Aigles. En mai dernier, lors de la CAN de la catégorie, le Maroc avait éliminé le Mali. Cruelle désillusion pour le capitaine Ibrahim Diarra et ses coéquipiers, qui avaient dominé la rencontre mais pas su concrétiser leurs nombreuses occasions, avant de chuter aux tirs aux buts 6-5. Les Aiglonnets ont donc un vieux contentieux avec

les Lionceaux de l'Atlas. Avec le niveau affiché depuis le début de la compétition, le Mali paraît mieux armé que jamais. Il fait partie des meilleures attaques de la compétition, avec 13 buts en 4 matchs. Et l'absence du buteur Mamadou Doumbia, auteur d'un triplé lors du premier match puis exclu face à l'Espagne, ne semble pas autant préjudiciable qu'annoncé. Son remplaçant Mahamoud Barry a très bien pris le relais, inscrivant 3 buts depuis qu'il est titularisé. Derrière l'attaque, le capitaine Ibrahim Diarra, véritable joyau et déjà pisté selon plusieurs informations par le FC Barcelone, règne sur le milieu de terrain avec déjà 3 passes décisives.

Objectif Coupe Le Mali doit passer l'obstacle marocain, mais ses ambitions sont claires : remporter la Coupe. Pour inscrire son nom au Panthéon et devenir la 3ème nation africaine à le faire, après le Nigéria et le Ghana, et mieux que les générations précédentes. Celle de 2015 notamment, malheureuse finaliste face au Nigéria de Victor Osimhen. Plus d'un mois avant le début du tournoi, le sélectionneur Soumaïla Coulibaly et son adjoint Moussa Kanouté avaient séjourné dans les villes de Surakarta et Surabaya, du 20 au 23 septembre, pour visiter les installations. À l'issue de ce déplacement, le sélectionneur assurait : « le Mali est prêt à relever le défi de la Coupe du monde ». Avec la perspective, en cas de qualification pour les demi-finales, de retrouver son buteur attitré Mamadou Doumbia. Le ciel semble dégagé, mais il faut d'abord battre le Maroc. ■

Messi - Ronaldo Nouvel affrontement en 2024

Dès lors que Lionel Messi et Cristiano Ronaldo ont tous les deux rejoint des destinations exotiques, l'Inter Miami aux États-Unis pour l'octuple ballon d'or et Al Nassr en Arabie Saoudite pour le quintuple, il était difficile d'imaginer les deux meilleurs joueurs de leur génération s'affronter de nouveau. Pourtant, leur rivalité, qui a rendu les Classics si passionnants durant de nombreuses années en Espagne, va bien vivre un nouvel épisode. La Riyadh Season Cup 2024, un tournoi amical annuel, a annoncé les clubs compétiteurs de la prochaine édition. Et les clubs de l'Argentin et du Portugais en font partie, tout comme Al Hilal. Surnommé «The Last Dance» par l'organisation, ce tournoi pourrait bien être l'occasion de voir deux des meilleurs joueurs de l'histoire du ballon rond s'affronter. Ce sera un nouveau grand coup commercial pour l'Arabie Saoudite, qui organise plusieurs activités sportives pouvant attirer du monde et des regards sur le royaume. ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

Déjà meilleur marqueur de l'histoire de la NBA depuis février, après avoir effacé le record de Karim Abdul Jabbar, **Lebron James** a atteint mardi la barre des 39 000 points (39 012) en carrière. Il a inscrit 17 points lors de la victoire des Lakers face aux Utah Jazz (131-99).

À sept mois de l'Euro qu'elle doit organiser, l'**Allemagne** a de nouveau chuté en amical face à l'Autriche mardi dernier (2-0). Les Allemands ont déjà perdu six des onze rencontres amicales disputées cette année pour préparer cette compétition. En une année civile, l'Allemagne n'avait jamais enregistré autant de défaites.

KANI SIDIBÉ : LAURÉATE DU PRIX GRAND PUBLIC SICA 2023

Fille de feu Coumba Sidibé, qui fut l'une des grandes cantatrices de la chanson malienne, particulièrement du Wassoulou, Kani Sidibé, digne héritière de sa mère, est une jeune chanteuse malienne de 31 ans. Nommée dans la catégorie **Meilleure musique d'inspiration traditionnelle** au festival SICA 2023 au Cameroun, qui s'est déroulé du 5 au 14 novembre, elle a remporté le **Prix Grand public avec sa chanson « Tôgô yé koun ko ye »**. Lors de la cérémonie de clôture, elle a dédié son trophée à sa défunte mère.

YAYA BERTHÉ



Kani Sidibé s'est distinguée au Festival SICA 2023 au Cameroun en remportant le prix grand public.

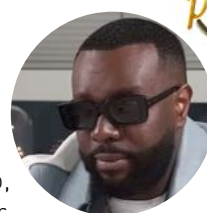
Le prix décerné à l'artiste musicienne lors de sa prestation en live à la soirée de gala et de remise des trophées SICA récompense la qualité de l'œuvre, l'audience lors de la prestation, la tenue sur scène, les costumes et l'applaudimètre

du public constaté par un jury international. C'est une victoire que l'on peut considérer comme une belle reconnaissance pour la culture malienne et pour l'artiste elle-même. Elle montre que la musique africaine, en particulier celle du Mali, est

appréciée du public international. La Princesse du Wassoulou a déclaré être animée par un sentiment de joie après l'obtention de ce prix, qu'elle considère comme le moment le plus intense de sa jeune carrière. Un sentiment qui lui donne encore plus de courage pour continuer sur la même voie. La native du Wassoulou a débuté sa carrière en 2012, en jouant avec les orchestres de Alou Sangaré et de Mama Toumani Koné à Bamako, avant de voler de ses propres ailes. Maîtrisant plusieurs genres musicaux, du jazz au traditionnel en passant par le blues, Kani Sidibé nous a confié que sa base musicale restait quand même celle du Wassoulou, une manière pour elle d'honorer la mémoire de sa défunte mère. Avec deux albums à son actif, dont un sur le marché et le second toujours en préparation, Kani Sidibé propose des textes qui parlent généralement des problèmes de la société, du rôle de la femme, des histoires d'amour et des questions de violences basées sur le genre. Elle parle aussi des difficultés qu'elle a rencontrées durant sa carrière, qui sont entre autres les coûts de production des studios et la promotion. Comme pour dire qu'avant de réussir il faut accepter de souffrir d'abord. La lauréate du SICA 2023 invite ses jeunes confrères à travailler beaucoup plus sans pour autant trop penser à l'argent, car, selon elle, le bon travail se vend tout seul. ■

INFO PEOPLE

GIMS : LE RAPPEUR TACLE BOOBA



Dans une vidéo, dimanche dernier, une youtubeuse a demandé à Gims « qui a la plus grosse fortune entre toi et Booba ? ». L'ex leader de Sexion d'Assaut a répondu en se moquant du rappeur « j'ai plus d'oseille que lui, c'est même pas un débat. Il enchaîne t'es torse nu, en Marcel, pas de dépenses, salle de sport... L'autre fois, il montait dans un jet on aurait dit un truc Fisher Price, c'est Joué-Club le truc ». La réaction du Duc n'a pas tardé sur X, avec un simple mot « fascinant ». À son tour, Gims n'a pas hésité à répondre à cette mention. « Winny !!!!! T'as pas d'oseille ». La guerre semble donc bien relancée.

FREEZE CORLEONE : SON ZÉNITH ANNULÉ



Depuis plusieurs années, le rappeur Freeze Corleone est visé par des polémiques, lui qui est régulièrement accusé d'antisémitisme à cause de certains propos tenus dans ses chansons. Alors qu'il devait se produire au Zénith de Paris le samedi 25 novembre, Freeze Corleone, de son vrai nom Issa Lorenzo Diakhaté, a vu rouge. La préfecture a en effet décidé, à quatre jours de l'événement, d'annuler le concert du rappeur de 31 ans. Dans un communiqué, elle a indiqué que les textes de ses productions musicales contenaient de nombreuses références complotistes et antisémites, rappelant également un contexte géopolitique particulièrement tendu suite à l'attaque terroriste d'ampleur lancée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023.

Journal du Mali
l'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA

Stagiaire :
Yaya BERTHÉ

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badenya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



*Consommer Sahel Infusion,
c'est consommer le Made in Mali.*



Tél : (+223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 96 62 / 66 74 67 78

Site web : www.sahelinfusion.com